

En partenariat avec



entretien

Avec **Pierre Razoux**, directeur académique de l'Institut FMES (Fondation méditerranéenne d'études stratégiques) de Toulon, auteur de *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne* (Perrin, 2008).

Photo ci-dessus :

Photo publiée le 18 décembre 2023 par l'armée israélienne montrant des soldats israéliens examinant le plus grand système de tunnels souterrains du Hamas jamais découvert dans la bande de Gaza (4 km de longueur et 50 mètres de profondeur). Si, selon l'armée israélienne, « des millions de dollars ont été investis dans ce tunnel », cela pose la question du financement du Hamas, que le nouveau gouvernement israélien d'union nationale a promis « d'éradiquer ». Ainsi, sur ordre de Benjamin Netanyahu, les principales agences d'espionnage du pays planifient la traque des dirigeants du Hamas installés à l'étranger. (© Xinhua)



Guerre Israël-Gaza : explications et perspectives

Alors que les analystes voyaient une situation de déconfliction au Moyen-Orient, comment expliquer la situation actuelle du Proche-Orient ?

P. Razoux : En réalité, les analystes qui connaissent bien la situation sur place ne parlaient pas de déconfliction. Beaucoup d'experts s'attendaient au déclenchement d'une nouvelle Intifada en Cisjordanie, autour de Jérusalem en particulier. La véritable surprise de l'attaque du 7 octobre réside dans le fait que celle-ci provient de la bande de Gaza.

La question reste de savoir pourquoi le conflit a éclaté depuis la bande de Gaza et non pas depuis la Cisjordanie. Depuis plusieurs semaines, le gouvernement israélien s'inquiétait d'un embrasement en Cisjordanie accompagné d'attaques armées sur les colonies israéliennes qui y sont implantées, comme celles d'Ariel ou de Ma'aleh Adumim par exemple. En conséquence, les dirigeants israéliens avaient pris la décision de concentrer

une partie des forces armées autour de ces colonies considérées comme des points chauds, dans le but de durcir leur défense en prévision de potentiels soulèvements. Cette inquiétude se justifiait par une importante période de fêtes juives après le Yom Kippour (1) et les réjouissances de Souccot (2). Elle se justifiait également par le soutien crucial des colons extrémistes au sein du gouvernement de Benjamin Netanyahu.

En ce qui concerne la bande de Gaza, il est très probable que les analystes et les professionnels du renseignement, à savoir le Shin Bet, le Mossad et Aman (3), aient vu des signaux d'alerte apparaître et suspecté qu'une action terroriste était en train d'être préparée à Gaza. Cependant, pour les raisons politiques citées ci-dessus, le gouvernement israélien ne les a pas crus et n'a pas considéré la bande de Gaza et le Hamas comme une menace majeure. Ils s'attendaient surtout à des actes isolés,

mais manifestement pas à une attaque létale d'une telle ampleur.

De plus, la tentative de normalisation des relations entre Israël et l'Arabie saoudite a sûrement accéléré l'attaque du Hamas. Si l'Arabie saoudite avait normalisé ses relations avec Israël et donc n'avait plus soutenu la cause palestinienne, cette dynamique aurait eu un effet domino dans la région et, un à un, les États arabes auraient probablement suivi les pas de l'Arabie saoudite. Ainsi, l'ampleur de l'attaque était destinée à provoquer les Israéliens pour les inciter à surréagir afin qu'ils s'isolent davantage sur la scène internationale et pour saboter leur potentiel projet de rapprochement avec l'Arabie saoudite.

Peut-on parler de failles de sécurité du côté israélien ?

Depuis plusieurs années, les Israéliens ont basé leur analyse sur trois principaux préconçus. Le premier est celui de

penser que le Hamas se satisfaisait très bien du *statu quo* instauré sur la bande de Gaza. Ce *statu quo* sous-entend qu'Israël n'interfère pas avec la manière dont le Hamas administre Gaza, l'autorité palestinienne étant complètement hors-jeu depuis son expulsion *manu militari* en 2005. Le deuxième était de penser que le Hamas n'élaborerait jamais aucune attaque massive sans une offensive coordonnée à deux fronts avec le Hezbollah libanais. Enfin, le troisième préconçu reposait sur la surveillance microscopique israélienne de tout ce qui se passe, que ce soit à Gaza ou en Cisjordanie. Dès lors, les Israéliens pensaient qu'ils seraient au courant de toute attaque à venir et qu'ils auraient au moins un préavis de 48 heures pour mettre en place des mesures préventives. L'attaque du 7 octobre révèle que tous ces préconçus sont faux car, pour des raisons politiques et

“ L'ampleur de l'attaque était destinée à provoquer les Israéliens pour les inciter à sur-réagir afin qu'ils s'isolent davantage sur la scène internationale et pour saboter leur potentiel projet de rapprochement avec l'Arabie saoudite. ”

idéologiques, Benjamin Netanyahu a privilégié la défense des colons en Cisjordanie à la défense de la frontière avec Gaza. Cette attaque a très certainement été préparée de longue date par le Hamas. On y voit d'ailleurs beaucoup de similitudes avec le déclenchement de l'attaque de la guerre du Kippour de 1973. Outre le fait que cette attaque arrive cinquante ans et un jour après celle de la guerre du Kippour, elle arrive également un samedi, jour de shabbat (4) chez les juifs, et au dernier jour de la fête de Souccot (5). De la même manière qu'il y a cinquante ans, les dirigeants politiques, sécuritaires et du renseignement placés au plus haut niveau ont refusé de voir l'évidence alors que de multiples signaux d'alerte étaient transmis à plusieurs niveaux.

Quelle est aujourd'hui la stratégie d'Israël face au Hamas ? Et quelle est la stratégie à moyen terme ?

La stratégie israélienne est simple et se compose de trois points. Le premier objectif est l'éradication de la branche armée du Hamas, au moins à Gaza. Le deuxième est de récupérer un maximum d'otages, vivants au mieux, décédés au pire, par le biais d'une ou plusieurs opérations de libération, plutôt que de voir leur mort instrumentalisée sur les réseaux sociaux. Cela passe par des négociations, mais aussi le déploiement et l'infiltration de forces spéciales. Le troisième et dernier objectif consiste à rétablir la posture stratégique dissuasive d'Israël, c'est-à-dire recréer pour Tsahal (6) un rapport de force qui inquiète de nouveau les adversaires potentiels d'Israël. Comme aux premiers jours de la guerre du Kippour, l'armée avait été déstabilisée et décrédibilisée avant de retrouver une posture dissuasive.

Israël veut retirer le Hamas de l'équation palestinienne. Toutefois, il est impératif d'ensuite relancer d'une manière ou d'une autre le dossier palestinien qui doit désormais reposer sur des paradigmes différents qu'auparavant. D'un côté, Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Yoav Gallant, pensent qu'il faut réoccuper militairement et durablement la bande de Gaza pour empêcher la reproduction d'un tel événement. De l'autre côté, Benny Gantz, ministre sans portefeuille, Ron Dermer, ministre des Affaires stratégiques, et une partie de la classe politique s'opposent totalement à cette idée. Sous pression des États-Unis et de l'opinion publique, ces derniers refusent de maintenir une mobilisation quasi générale des soldats israéliens sur le long terme, notamment pour éviter des frais très coûteux en termes d'image et d'économie. De fait, le gouvernement de Benjamin Netanyahu devra très probablement se plier à la seconde option.

Israël a conscience que la nouvelle gouvernance de Gaza devra se faire par des Palestiniens. Le questionnement est : avec quels Palestiniens ? Nous n'avons pas encore la réponse à cette question. Ce sera le sujet de négociations entre Israël, les États-Unis et un certain nombre d'acteurs régionaux comme l'Égypte, la Jordanie, le Qatar, les Émirats arabes unis et la Turquie, dont chacun a son candidat pour la gouvernance palestinienne. Cette dernière se heurte à un double obstacle. D'abord, Benjamin Netanyahu et sa coalition en

À qui profite la guerre Israël/Hamas ?





LA NÉBULEUSE PALESTINIENNE

Tendance Hamas



Soutenus par



Khaled Mechaal
Cofondateur du Hamas



Ismael Haniyeh
Chef du bureau politique



Soutenus par



Yahya Sinwar
Dirigeant de facto de la Bande de Gaza



Saleh Al-Arouri
Numéro 2 du Hamas fondateur des brigades Al-Qassam



Rivalité

Tendance Fatah ou canal historique



Mahmoud Abbas (88 ans)
Président de l'état de Palestine depuis 2005

Qui pour succéder à Mahmoud Abbas ?



Marwan Barghouti
(Emprisonné depuis 2002)



Majid Farradj
Chef du renseignement



Mohammed Dahlan
Exilé aux É.A.U.

d'autres mouvements encore plus radicaux pouvant prendre le relais du Hamas. Cela pourra se faire uniquement avec un retour d'une Autorité palestinienne crédible et non inféodée à Mahmoud Abbas, qui impliquera de reprendre une partie de l'administration palestinienne contrôlée par le Hamas, pour éviter de reproduire les erreurs commises en Irak en 2003. En clair, l'objectif est de rétablir un système fonctionnel comme les Irakiens l'ont fait quand ils ont repris Mossoul. La seule différence est que Daech a contrôlé Mossoul moins de trois ans, alors que le Hamas contrôle la bande de Gaza depuis dix-huit ans. Cela implique également l'investissement dans la bande de Gaza des États arabes modérés qui ont normalisé leurs rela-

“ Israël a conscience que la nouvelle gouvernance de Gaza devra se faire par des Palestiniens. Le questionnement est : avec quels Palestiniens ? ”

Israël refusent catégoriquement tout dialogue avec les Palestiniens. Ensuite, la présence de Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, est totalement délégitimée, ce qui implique de le pousser à quitter sa fonction pour organiser une élection palestinienne. Paradoxalement, les services de sécurité palestiniens de l'autorité d'Abbas sont les meilleurs alliés des services de sécurité israéliens en Cisjordanie, apeurés de perdre le pouvoir et peut-être la vie. Cependant, on imagine mal comment la situation peut évoluer tant que Benyamin Netanyahu et son gouvernement extrémiste sont au pouvoir et tant que Mahmoud Abbas reste officiellement président de l'Autorité palestinienne.

Qu'en est-il de l'après ?

Israël n'acceptera pas de cessez-le-feu tant que le Hamas sera en mesure de reprendre le contrôle de la bande de Gaza. Les dirigeants israéliens veulent donc détruire toutes les structures militaires du Hamas et éliminer tous les combattants de la branche armée dans la bande de Gaza. Tsahal n'arrêtera pas son offensive tant que tous les otages ne seront pas libérés. Que ce soient les États arabes, les dirigeants israéliens, les acteurs régionaux, les États-Unis, les Européens et même les Russes et les Chinois : tout le monde comprend la nécessité de relancer le dossier israélo-palestinien et de trouver d'autres options pour clore le dossier. La difficulté est pour l'instant liée au calendrier.

Il s'agit de s'assurer qu'au moment où le gouvernement israélien aura trouvé un narratif qui lui permettra d'affirmer qu'il a gagné et qu'il cessera les hostilités de manière durable à Gaza, une autorité intermédiaire puisse prendre le relais qui ne soit pas le Hamas pour assurer les fonctionnalités dont un peuple a besoin — la reconstruction des territoires, le rétablissement des services publics comme l'eau, l'électricité, l'approvisionnement en nourriture et la sécurité — dans le but d'éviter le soulèvement

tions avec Israël et qui ont une influence dans le monde arabe. Cela passe par l'envoi de policiers, d'agents de renseignement ou d'agents de sécurité, pour mettre en place une administration provisoire et transitoire arabe. Ces États pourraient être l'Égypte, la Jordanie, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite ou le Maroc. Ce processus prendra des années, mais il permettra un retour progressif à la vie normale.

L'Égypte a une posture particulière car l'armée égyptienne a occupé militairement la bande de Gaza de 1948 à 1967 (7) et les Gazaouis n'ont pas gardé un bon souvenir de cette époque, les militaires égyptiens étant alors considérés comme une force d'occupation. De leur côté, les Égyptiens veulent à tout prix éviter des migrations massives de Gazaouis puisque le Hamas est une émanation des Frères musulmans considérés comme une menace vitale pour le pouvoir égyptien, mais aussi parce que la situation socioéconomique reste très préoccupante en Égypte. Les Jordaniens ne veulent pas non plus voir arriver des Palestiniens en masse, déjà fragilisés par les précédentes migrations. Le roi Abdallah II a dû annuler le sommet quadripartite consacré à Gaza (8) en octobre dernier, où des représentants israéliens étaient attendus, afin d'éviter des escalades de violence de sa population, majoritairement palestinienne. La Jordanie a peur de faire les frais d'une grande recomposition régionale comme cela avait été envisagé dans le plan de Jared Kushner, haut conseiller de Donald Trump lorsque celui-ci était président des États-Unis. Ce plan prévoyait le versement de dédommagements financiers importants aux Palestiniens en Cisjordanie et accessoirement à Gaza, qui en contrepartie se déplaceraient en Jordanie pour créer une sorte de fédération jordano-palestinienne, au motif qu'un grand nombre de Palestiniens habitent déjà la Jordanie. Cela sonnerait la fin de la monarchie hachémite (9) et du règne du roi, ce que bien évidemment Abdullah II refuse. C'est donc essentiel pour la Jordanie de rester dans l'équation des pourparlers de paix, pour ne pas faire les frais d'une entente entre Israël, les États-Unis, l'Égypte et les monarchies du Golfe.



Ces dernières restent les pays qui ont le plus besoin de main-d'œuvre. Les Émirats arabes unis ont montré leur intention de s'impliquer davantage socioéconomiquement parlant : ils envisagent d'envoyer un hôpital militaire sur place pour donner des soins aux civils gazaouis, comme l'a fait la Jordanie. Cependant, ces actions ne suffisent pas pour créer une force d'interposition arabe. Le plus vite Israël acceptera un cessez-le-feu, le plus facile il sera de faire accepter aux populations de ces pays l'envoi de troupes ou de personnel de sécurité pour aider à stabiliser la bande de Gaza.

“ On imagine mal comment la situation peut évoluer tant que Benyamin Netanyahu et son gouvernement extrémiste sont au pouvoir et tant que Mahmoud Abbas reste officiellement président de l'Autorité palestinienne. ”

Dans quelle mesure la situation politique israélienne a-t-elle alimenté la crise actuelle ? Quelles sont les perspectives alors que Netanyahu semble remis en question et que son gouvernement actuel ne cesse de mettre de l'huile sur le feu ?

Benyamin Netanyahu luttait déjà pour sa survie politique. Désormais, une grande partie de la classe politique, y compris celle qui soutenait le Premier ministre, appelle à son départ. Tous les responsables militaires et sécuritaires israéliens ont reconnu qu'ils s'étaient lourdement trompés et se disent prêts à en tirer les conséquences. Lors d'un discours à la nation le 25 octobre 2023, Benyamin Netanyahu a admis le dernier qu'il devra rendre des comptes. Il est dès lors difficile d'imaginer son maintien au pouvoir après la cessation des hostilités.

Le déroulé le plus logique serait, une fois les combats stoppés, qu'une commission d'enquête se mette en place, comme cela a été le cas au lendemain de la guerre du Kippour (10) ou du massacre de Sabra et Chatila (11). Il est probable que les conclusions de cette commission d'enquête soient impitoyables envers Benyamin Netanyahu, son gouvernement et les dirigeants sécuritaires.

Une autre option est que les différents partis du Parlement israélien, pour le moment peu fonctionnels, y compris le Likoud (12), s'entendent pour censurer Netanyahu et provoquer de nouvelles élections, voire se mettent d'accord sur un nouveau gouvernement de coalition.

Dès lors, l'intérêt de Benyamin Netanyahu consiste à faire durer les opérations pour se maintenir au pouvoir. Il y a une telle disproportion de force que l'opération de destruction lancée dans Gaza semble inarrêtable. Tant qu'ils n'auront pas éliminé tous les dirigeants de la branche armée du Hamas, où qu'ils soient abrités dans le monde, ils continueront à les traquer de la même manière qu'ils l'ont fait après les attentats des Jeux olympiques de Munich en 1972 (13).

Quels dilemmes pour Israël et Benyamin Netanyahu ?

- **Comment rester au pouvoir à n'importe quel prix ?** Dans un contexte de reprise des procès qui le visent, d'une commission d'enquête qui sera impitoyable et face à un possible désir de vengeance physique.
- **Comment gérer la guerre contre le Hamas ?** Un conflit qui a déjà coûté 55 milliards USD, entraîné une baisse de l'activité économique du pays et la fuite des investisseurs High Tech.
- **Comment contrer l'Iran (et le Hezbollah) et éviter que Téhéran ne franchisse le seuil nucléaire ?** Israël pourrait être tenté de sortir de l'ambiguïté nucléaire, entraînant l'Iran à franchir le seuil.
- **Comment rester l'allié spécial des États-Unis dans un contexte de guerre médiatique ?** Les médias et l'opinion publique américaine étant particulièrement sensibles à l'évolution du conflit.
- **Comment garder les investissements américains et européens en Israël ?** Un risque de boycott accentuerait le coût du conflit.



Source : FMES

Quelles solutions sont proposées pour mettre fin au conflit ? Quid de l'avenir des colonies en Cisjordanie ?

Il est probable qu'après la fin de cette guerre, il y aura une relance du processus de négociation et donc une redéfinition de ce que doivent être les relations entre Israël et la Palestine. Une des solutions pourrait être de redéfinir les frontières en quittant le paradigme des frontières de 1967 pour revenir à ce qui avait été agréé au moment des accords de Genève en 2003. En pleine seconde Intifada, le Premier ministre israélien Ariel Sharon et Yasser Arafat, alors président de l'Autorité palestinienne, avaient envoyé à Genève des délégations mixtes de responsables israéliens et palestiniens de toutes les spécialités pour se rencontrer et négocier les termes d'un accord définitif du conflit israélo-palestinien. Le groupe était parvenu à trouver des solutions. Cependant, ces dernières impliquaient de très lourdes concessions des deux côtés : transfert de population, redéfinition significative des frontières impliquant le retrait d'un certain nombre de colonies, retrait de territoire, acceptation que la frontière à Jérusalem change. Le document n'a jamais été publié par les deux dirigeants, par peur de se faire assassiner par des ultranationalistes.

Israël pourrait également compenser les colonies déjà prises en donnant un autre territoire aux Palestiniens. Une autre option, qui est le souhait des extrémistes israéliens, est de garder les colonies déjà installées, puis de donner ce qui reste des ban-toustans de Cisjordanie à la Jordanie. On en revient à l'idée d'une confédération jordano-palestinienne, ce qu'aucun Palestinien ne souhaite. Il n'y a donc pour l'instant pas de solutions proposées qui conviennent aux deux parties du conflit.

Comment la solution à deux États pourrait-elle fonctionner ?

L'une des questions les plus complexes reste comment relier la bande de Gaza à la Cisjordanie. Dans le cadre de l'initiative



Pour aller plus loin

- « Guerre entre Israël et le Hamas : décryptage et conséquences », conférence FMES du 7 décembre 2023 (<https://digital.areion24.news/8bz>).
- « Levant et Méditerranée orientale : nouvel espace d'expression des puissances », conférence FMES du 9 novembre 2023 (<https://digital.areion24.news/p1y>).



Un statu quo qui n'est plus tenable Quelles solutions ? Quels enjeux ?

- **Si solution à 1 État :**
Les Palestiniens seront démographiquement majoritaires et leur proportion augmentera
- **Si Israël maintient le statu quo :**
Israël s'isolera encore davantage sur la scène internationale
- **Si solution à 2 États :**
Quel dirigeant palestinien ?
Quelles frontières ? Qui contrôle Jérusalem ?
Quid des réfugiés ? Qui contrôle l'eau ?
Comment relier Gaza à la Cisjordanie ?
Quelles forces de sécurité pour le futur État palestinien ?

Source : FMES

“ Le conflit a sensiblement atteint la posture dissuasive d'Israël et a contribué à davantage l'isoler. Israël a désormais une idée de ce que pourrait être un conflit avec le Hezbollah libanais si jamais il voulait l'attaquer, et des dommages que le Hezbollah pourrait lui infliger. ”

de Genève de 2003, plusieurs options avaient été étudiées. Un tunnel avait été évoqué, puis une tranchée. Cette dernière intégrerait une voie ferrée, plusieurs aquifères et un pipeline pour le pétrole et le gaz, reliant Gaza et la Cisjordanie. Au-dessus de cette tranchée enterrée passeraient plusieurs voies de communication permettant aux Israéliens de relier le Nord au Sud d'Israël. Un tas d'options sont imaginées, techniquement possibles mais toutes très coûteuses. Cependant, ces options rendraient dans tous les cas la liaison entre les deux territoires sensible puisque, à tout moment, les Israéliens pourraient interrompre ce lien.

Enfin, dans quelle mesure l'Iran est un acteur ou un soutien dans ce conflit ? Quel est son intérêt alors que l'Iran devient une puissance du seuil nucléaire ?

L'Iran est le grand bénéficiaire de cette nouvelle crise israélo-palestinienne. D'abord, l'Iran n'a strictement aucun intérêt à se diriger vers l'escalade avec Israël puisqu'il ne veut surtout pas donner la moindre occasion à Israël et aux États-Unis d'intervenir militairement contre lui, alors qu'il est au seuil nucléaire. Puis,

dans sa tradition, l'Iran combat ses adversaires indirectement, par des proxys.

Depuis le début du conflit, les processus de normalisation entre Israël et les pays arabes sont stoppés et le dossier palestinien est remis sur la table, faisant office de diversion. Les Israéliens étaient très impliqués en appui à la Turquie et à l'Azerbaïdjan pour aider la reconquête du Haut-Karabagh et contribuer à créer une continuité territoriale entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et la mer Caspienne, à la frontière nord-ouest de l'Iran, ce qui était perçu comme une menace par Téhéran. Les Israéliens appuyaient également les Émirats arabes unis et agissaient dans la zone kurde irakienne. De cette manière, Israël entourait l'Iran. Depuis l'attaque du Hamas, Israël n'agit plus à l'étranger et l'Iran se retrouve donc libéré de la menace israélienne dans son étranger proche.

Enfin, le conflit a sensiblement atteint la posture dissuasive d'Israël et a contribué à davantage l'isoler. Israël a désormais une idée de ce que pourrait être un conflit avec le Hezbollah libanais si jamais il voulait l'attaquer, et des dommages que le Hezbollah pourrait lui infliger.

L'Iran, qui se montre très actif dans la guerre médiatique contre Israël, se retrouve dès lors gagnant sur tous les points et préfère conserver une position d'attente pour faire fructifier ses gains.

**Propos recueillis par Thomas Delage
le 9 novembre 2023 à l'occasion de la 2^e édition
des Rencontres stratégiques de la Méditerranée
de la FMES et actualisés le 11 décembre 2023**

Notes

- (1) Cette année, le Yom Kippour a eu lieu du 24 au 25 septembre. Le Yom Kippour, le jour du Grand Pardon, est considéré comme le jour le plus important de l'année juive. Cette fête est dédiée à l'expiation des péchés. C'est le jour du Yom Kippour en octobre 1973 que l'Égypte et la Syrie avaient attaqué par surprise Israël.
- (2) La fête de Souccot, ou fête des « cabanes », a eu lieu du 29 septembre au 6 octobre. C'est l'une des trois fêtes de pèlerinage prescrites par la Torah. Elle est parmi les célébrations juives les plus joyeuses, commémorant l'exode d'Israël hors d'Égypte, événement fondateur du judaïsme.
- (3) Le Shin Bet ou Shabak est le service de renseignement intérieur israélien. Le Mossad est le service de renseignement extérieur israélien. Aman est le service de renseignement militaire israélien.
- (4) Le shabbat est le jour de repos assigné au septième jour de la semaine biblique, le samedi.
- (5) Il s'agissait alors de surprendre les Israéliens de la même manière que cinquante ans auparavant, lors d'une fête religieuse, là où les Israéliens ne croyaient pas en l'imminence d'une attaque arabe égyptienne et syrienne bien que tous les signaux d'alerte s'étaient allumés.
- (6) Armée de l'État d'Israël.
- (7) Occupation en réponse à la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël en 1948.
- (8) Rencontre qui devait réunir les présidents américain, Joe Biden, égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, et palestinien, Mahmoud Abbas.
- (9) Dynastie régnante en Jordanie.
- (10) Commission Agranat, afin d'enquêter sur les manquements de Tsahal à la suite des attaques égyptiennes et syriennes d'octobre 1973.
- (11) Commission Kahane à la suite du massacre des Palestiniens du quartier de Sabra et du camp de réfugiés de Chatila, situés à Beyrouth-Ouest, par des milices chrétiennes des phalangistes lors de l'intervention israélienne au Liban en 1982.
- (12) Parti nationaliste-libéral sioniste de Benyamin Netanyahu.
- (13) Suite à la guerre des Six Jours de 1967, l'organisation palestinienne Septembre noir a pris en otage des athlètes israéliens et en a tué 11. À la suite de ce massacre, le Mossad avait lancé une grande opération d'assassinat de tous les cadres terroristes ayant commandité ces attentats. Ils ont tous été assassinés, même si cela a pris des années.